

RÉVOLUTIONNAIRES

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES
TOURS

S'en prendre aux travailleurs immigrés, C'est toujours s'en prendre aux travailleurs !

Le 18 octobre, Barnier et Retailleau sont allés voir deux ministres du gouvernement d'extrême droite italien à la frontière. En ligne de mire : les migrants, avec une loi en préparation. Mais que cherche le gouvernement français ?

Des mesures criminelles...

Cette loi, annoncée pour 2025, étendra de trois à sept mois la durée maximale de la rétention avant expulsion. Elle pourrait aussi punir le séjour irrégulier de peines de prison. Barnier cherche aussi des pays où les renvoyer, comme Meloni vient de le faire avec l'Albanie, même si la justice italienne a déclaré cette déportation illégale. Le Royaume-Uni envisageait d'envoyer les demandeurs d'asile au Rwanda. Pour le gouvernement français, les candidats seraient l'Égypte, l'Irak, le Rwanda, le Kazakhstan... Que des dictatures ! La France serait prête à leur donner des centaines de millions d'euros par an pour sous-traiter l'enfermement des migrants.

L'Italie verse déjà de l'argent à la Tunisie et la Libye, auxquels l'Union européenne ajoute la Turquie. Dans ces trois pays, les migrants sont parqués dans de vrais camps de concentration, d'où ils ne peuvent sortir que pour se faire exploiter dans des conditions dignes de l'esclavage, littéralement tués à la tâche... Quand ils ne sont pas raflés et largués en plein désert, sans abri, ni nourriture, ni eau.

... et stupides

Retailleau en veut aussi à l'aide médicale d'État (AME), destinée aux personnes touchant moins de 10 000 euros par an (donc parmi les migrants, ceux à qui on refuse le droit de travailler). Elle donne accès à des soins de base. La majorité des médecins souligne que cette mesure protège toute la société. Laisser sans soins une personne atteinte d'une maladie de la misère, telle que la tuberculose, c'est créer les

conditions d'une épidémie pour tous ! Mais Retailleau et Barnier s'en moquent.

Une haine de classe

Dans tous nos lieux de travail, les usines ou les chantiers du bâtiment, dans les couloirs des hôpitaux ou les cuisines des restaurants, nous sommes de toutes origines. Les machines ou les outils avec lesquels nous travaillons ne font pas de différence entre nous. Alors que les cadences deviennent partout plus dures, nous sommes obligés de nous serrer les coudes pour tenir.

À l'heure où plus de 180 plans de licenciements se mettent à tomber, comme dans l'automobile en France (MA France, Valeo, Dumarey, Forvia, Bosch...) et dans toute l'Europe (Volkswagen, Ford, Stellantis...), c'est ensemble que la colère peut nous prendre.

Ce ne sont pas les migrants qui menacent nos emplois, mais les capitalistes, la plupart du temps bien français !

Le gouvernement s'apprête à tailler dans les budgets de la Sécurité sociale et des services utiles à la population (éducation, santé, etc.), pour un montant total de 60 milliards d'euros. Il met à contribution les plus riches pour deux petits milliards, mais augmente la taxe sur l'électricité de trois milliards. De quoi, là encore, nous pousser à la révolte.

Taper sur une partie d'entre nous n'est rien d'autre qu'un moyen de nous affaiblir tous. Les macronistes et la droite prétendent que c'est la montée de l'extrême droite qui les contraint à prendre ces mesures. Ils mentent. Cette politique est bien la leur. C'est celle du capital, de ces ultra-riches qui méprisent les travailleurs de toutes les nationalités, et qui désignent ceux qui sont étrangers comme boucs-émissaires, en espérant que cela nous fera oublier où sont nos vrais ennemis. À nous d'apprendre à voir clair dans leur jeu.

Le 25/10/2024



« Pruner c'est permettre les reconduites à la frontière » déplore un ASCT

Voilà une petite phrase entendue dans la salle des écritures de Tours .

C'est une triste réalité que permet la politique répressive de l'Etat et de la direction de la SNCF .

Ainsi, 5 PV non payés en un an peuvent déclencher un délit de « fraude d'habitude » et provoquer une Obligation de Quitter le Territoire Français . Pour un sans papiers, une expulsion vers un pays qu'il a quitté pour fuir les guerres, la misère, les tortures, la prison.

Alors oui, délivrer un PV n'est pas un geste anodin, parlons-en pour ne pas devenir complices de ces manœuvres.

ADC : nouveaux roulements de services La coupe est pleine !

A chaque changement de service, c'est toujours augmentation de la durée du temps de travail, soit en travail effectif, soit en amplitude.

Réduire le temps de travail à 32 heures sans perte de salaire, ce serait faire d'une pierre deux coups : moins de fatigue et plus d'embauches.

Et si on était ambitieux ?

Après la privatisation de la LGV Tours/ Bordeaux celle des ASCT de Tours ?

En avril, la résidence de Tours, actuellement rattachée à l'ESV de Paris Montparnasse, serait transférée à Bordeaux dicit les managers et directions de l'axe Atlantique.

Un projet de réorganisation qui fait suite à la privatisation - sous un gouvernement et par des régions socialistes - de l'infrastructure de la ligne TGV Tours Bordeaux au profit de Vinci.

Encore un projet capitaliste néfaste pour les ASCT TGV de Tours et les usagers : à nous de nous organiser nous même pour le contrecarrer.

Ouverture à la concurrence: à Amiens, la lutte s'organise !

Ce qui arrive à Amiens préfigure le futur prévu dans le reste du réseau.

Ainsi, la SNCF et la région Haut de France ont décidé de privatiser par la filialisation la partie TER de l'étoile d'Amiens à partir du 15 décembre.

Cette grande braderie impacte le personnel roulant (416), du technicentre (400) et s'accompagne aussi de « dumping social » avec la détérioration des conditions de travail et la baisse de salaires.

Mais dans cette guerre des étoiles, l'alliance des rebelles n'a pas dit son dernier mot, un préavis de grève est prévu le 15 décembre avec déjà d'énorme pourcentage de grévistes.



Tours :

Un nouveau tramway nommé désir ?

Ça y est, alors que tout est bouclé (budget, votes, tracé de 13km) la préfecture lance jusqu'au 31 octobre une enquête publique sur la deuxième ligne du tramway.

La préfecture, représentante de l'État et sa politique capitaliste, consulte alors qu'elle sait bien que les usagers des transports souffrent des avaries qui provoquent des retards, du manque de dessertes régulières dans les quartiers populaires.

Les 569 millions de budget de ce second tramway auraient été bien plus utiles pour rénover le parc de bus, le réseau vieillissant mais aussi pour embaucher des personnels de maintenance et des conducteurs.

Une mairie qui se dit de gauche doit rendre gratuit les transports collectifs mais aussi augmenter les salaires des travailleurs du transport, à peine au dessus du SMIC.

Le NPA-Révolutionnaires à la fête de LO

Samedi 12 octobre à Saint Pierre des Corps, terre cheminote , cette fête a été un vrai succès avec près de 300 participants. Beaucoup de monde attiré par les débats, les activités ludiques , le repas convivial... Des jeunes étudiants ou travailleurs qui se politisent face à la montée de l'extrême droite, aux régressions sociales et au chaos guerrier.

Le NPA-R y a tenu une table pour défendre une politique qui sorte des impasses institutionnelles auxquelles se cantonne le NFP.

Nous avons discuté de l'urgence à renverser cette société et changer le monde avec nos luttes et nos révoltes, jusqu'à la révolution.